Réflexions sur un classement international des établissements universitaires africains

Reflections on an international ranking of African University institutions

Reflexiones sobre una clasificación internacional de los establecimientos universitarios africanos

Abdou Karim Ndoeye

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ries/984>

DOI : 10.4000/ries.984

ISSN : 2261-4265

Éditeur

Centre international d'études pédagogiques

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2010

Pagination : 117-125

ISBN : 978-2-85420-582-4

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Abdou Karim Ndoeye, « Réflexions sur un classement international des établissements universitaires africains », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 54 | septembre 2010, mis en ligne le 01 septembre 2013, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ries/984> ; DOI : 10.4000/ries.984

Réflexions sur un classement international des établissements universitaires africains

Abdou Karim Ndoye

Dans le domaine de l'enseignement supérieur, les établissements sont classés par diverses institutions et publications. Les trois classements internationaux qui captent le plus l'attention des médias sont le *Times Higher Education World University Ranking*, le *Shanghai Academic Ranking of World Universities* et le *Webometrics¹ Ranking of World Universities*. Tous les trois classent des institutions universitaires selon un nombre restreint d'indicateurs quantitatifs pour établir une hiérarchie. On distingue deux sortes de classements :

- les *rankings* de réputation fondés par exemple sur les taux de satisfaction des employeurs de diplômés ou celle des étudiants ;
- les *rankings* de performance où l'on compte les résultats scientifiques obtenus par les universités.

Quoiqu'on pense de cette gamme variée de critères (Boudin, 2008), il reste que, dans le contexte de la concurrence internationale, on doit s'attendre à voir de plus en plus d'études de ce genre car la massification de l'enseignement supérieur et son orientation progressive vers le marché déterminent les étudiants, les gouvernements, les employeurs, les parents et les institutions d'enseignement supérieur du monde entier à s'intéresser de plus près au « statut » des différentes universités. En effet, les demandes pour une responsabilité accrue des établissements d'enseignement supérieur émanent non seulement des étudiants, mais aussi d'autres parties prenantes comme les gouvernements, qui hésitent à augmenter les coûts, les employeurs, qui demandent des diplômés compétents, et plus largement la société civile, avide d'informations concernant la qualité des universités.

Outre le fait qu'il correspond à des demandes, le système de classement des universités a pour avantage notable de contribuer à leur prestige en donnant aux universités classées des places bien visibles sur la scène universitaire internationale.

1. Le *Webometrics*, classement mondial des universités est une initiative du Laboratoire de cybermetrics, un groupe de recherche appartenant au *Consejo Superior de Investigaciones Científicas* (CSIS), le plus grand organisme de recherche publique en Espagne. Rattaché au ministère de l'éducation, son objectif principal est de promouvoir la recherche scientifique afin de contribuer au développement scientifique et technologique.

Comme le soulignent, fort à propos, Aguillo, Ortega et Fernandez (2008), « Dans un monde où chaque jour nous devenons plus interconnectés, la visibilité globale du monde universitaire est clairement liée à son attachement au réseau Internet mondial. Il est donc primordial de prendre en considération les publications sur Internet, non seulement en tant que principal outil de communication scientifique, mais aussi comme reflet fidèle de l'organisation générale et de la performance des universités » (p. 219).

C'est bien pourquoi, malgré les insuffisances d'un classement à base de données Internet, cet essai se propose de s'interroger sur les leçons à tirer du classement des universités africaines effectué par le site *Ranking Web of World Universities*. Trois questions principales seront abordées : que trouve-t-on dans ce classement international des universités en 2010, quelles leçons peut-on tirer de ce classement et quels sont les défis que les universités africaines doivent relever pour améliorer leur classement ?

Le *Webometrics Ranking of World Universities*, retient notre attention notamment car ses classements régionaux qui divisent le monde en sept régions peuvent être particulièrement utiles pour les universités les moins bien classées au niveau mondial. En outre, la régionalisation offre davantage de souplesse dans les comparaisons. Il apparaît en effet que pour une université africaine, se comparer à ses homologues régionaux et les utiliser comme référents afin de s'améliorer est beaucoup plus utile que de prendre les meilleures universités des États-Unis à titre de référence.

Le classement des meilleures universités dans le monde a été réalisé par le *Webometrics Ranking of World Universities*. Créé en 2004, il est publié deux fois par an (en janvier et juillet) et couvre plus de 17 000² établissements d'enseignement supérieur dans le monde. Utilisant des données bibliométriques comme informations de base, cette technique cyber-métrique résume la performance globale de chaque université classée en mesurant sa présence sur le web par la visibilité de ses activités de recherche et par son engagement dans la diffusion de ses connaissances scientifiques et techniques.

Webometrics évalue chaque établissement selon huit critères (le nombre de ses travaux de recherche ; la qualité de ses diplômés et les étapes de leurs connaissances ; les services fournis dans ses domaines de compétence ; sa contribution à la connaissance moderne ; l'étendue de son accès à la technologie ; sa présence sur le *world wide web* et son utilisation de la technologie de l'information ; les études et documents publiés sur son site ainsi que le nombre de visites en lien ; la performance et la clarté de ses messages en tant qu'institution sur le web).

2. Ce chiffre et la diversité des universités et autres établissements d'enseignement supérieur sont certainement la raison la plus évidente expliquant le succès des classements d'universités.

LES UNIVERSITÉS AFRICAINES DANS LE CLASSEMENT CONTINENTAL DES UNIVERSITÉS EN 2010

Dans le *Webometrics Ranking of African Universities*, sur cinquante-trois pays que compte le continent africain, moins de la moitié (vingt-quatre) sont classés. Si l'on fonde l'essentiel de l'analyse sur la répartition de ces vingt-quatre pays selon les cinq grandes régions d'Afrique, on constate que huit pays classés dans le *Webometrics* de janvier de 2010 se trouvent en Afrique australe, six pays en Afrique du Nord, six pays en Afrique de l'Est et cinq pays en Afrique de l'Ouest.

Comme l'indique à suffisance le Top 100 du classement *Webometrics* du continent africain de 2010, l'Afrique du Sud (vingt établissements), l'Égypte (dix-huit), l'Algérie (treize) et le Maroc (onze) fournissent 59 % des établissements africains classés.

Considérée singulièrement, l'Afrique australe trône le classement en comptant au total vingt-neuf universités classées dont vingt universités en Afrique du Sud, deux en Namibie (21^e et 37^e), deux à Maurice (27^e et 49^e), une au Zimbabwe (23^e), une au Botswana (32^e), une au Mozambique (43^e), une au Malawi (60^e) et une en Zambie (67^e). Fait remarquable, si l'on considère le rang, on observe que cette région compte le plus grand nombre d'universités classées parmi les cinquante premières d'Afrique (21).

Dans l'ensemble, l'Afrique du Nord s'en tire bien en plaçant quarante-deux établissements parmi les cent meilleurs et dix-sept institutions parmi les cinquante meilleures universités d'Afrique. En 2010, cette région se classe première au nombre d'universités et deuxième au niveau des rangs : elle compte le plus grand nombre d'universités dans le Top 100 du classement *Webometrics*. *Mais il faut noter que ces établissements n'y jouent pas les premiers rôles car la meilleure université d'Afrique du Nord (Cairo University) occupe le 9^e rang, derrière huit universités sud africaines. Parmi les pays d'Afrique du Nord, l'Égypte s'adjuge des places de choix car elle compte à elle seule 18 universités qui sont généralement bien classées entre le 9^e rang (université du Caire) et le 94^e rang (Minufiya University).*

Hormis les universités égyptiennes, on trouve d'autres universités du Nord de l'Afrique dans les 100 premières. L'Algérie avec treize universités (du 51^e au 100^e rang), le Maroc avec onze universités (du 19^e au 96^e rang), le Soudan avec deux universités (45^e et 50^e), la Tunisie avec deux universités (54^e et 80^e) et la Mauritanie avec une université classée (93^e) complètent la liste des universités du Nord de l'Afrique. Signalons que la première université du Maroc est à la 19^e place tandis que la première université algérienne est à la 26^e place. La première université tunisienne occupe le 54^e rang.

Globalement, l'Afrique de l'Est tire aussi son épingle du jeu en classant onze universités dont une en Ouganda (15^e), cinq au Kenya (22^e, 28^e, 66^e, 75^e, 76^e, 83^e), deux en Tanzanie (24^e et 82^e), une en Éthiopie (30^e), une au Rwanda (35^e) et une en Somalie (88^e). Grâce à l'université de Makerere (Ouganda), cette partie de l'Afrique arrache une honorable 15^e place au classement des cent meilleures universités du continent noir.

L'un des résultats les plus importants obtenus par le classement *Webometrics* est la preuve d'une fracture numérique plus vaste que prévue entre les universités de l'Afrique australe et celles de l'Afrique de l'Ouest. Par rapport aux résultats de leur classement, le nombre et les positions des universités d'Afrique australe sont beaucoup plus importants et de meilleure qualité que leurs homologues ouest-africaines. La comparaison établit que les universités de huit pays sur treize d'Afrique australe figurent et en bonne place dans le classement, alors que seuls cinq pays sur quinze d'Afrique de l'Ouest classent leurs universités dans le Top 100. Ce sont : le Ghana, qui place quatre universités (20^e, 40^e, 58^e, 97^e) ; le Nigéria, avec également quatre institutions (55^e, 61^e, 63^e, 74^e) ; le Sénégal, un établissement (15^e) ; le Burkina Faso, une université (48^e) et le Bénin, une école (77^e).

À la lecture de ce classement *Webometrics*, force est de constater que les universités ouest-africaines, en général, et les universités francophones du continent noir, en particulier sont en retard par rapport aux universités sud-africaines, égyptiennes ou est-africaines. Seule l'université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD) (15^e) sauve l'honneur des universités francophones qui sont généralement confinées au fond du sac du classement africain.

Si, comparée aux grandes universités des autres régions d'Afrique précitées, la performance des institutions de l'Afrique de l'Ouest est encore faible, elle est cependant meilleure que celle de l'Afrique centrale. Pour étonnant que cela puisse paraître, l'Afrique centrale ne compte aucune université dans le Top 100 du classement *Webometrics*. Elle essuie un camouflet en matière de performances.

À examiner de manière plus fine ce classement africain, on remarque qu'il reste archi-dominé par les universités sud-africaines. L'Afrique du Sud confirme, comme à chaque fois, son statut de *leader* avec les huit premières places parmi les dix en compétition au niveau continental. Précisément, ce sont les universités de Cape Town³, dans le rôle de la locomotive, de Prétoria, de Stellenbosch, de Witwatersrand, de Rhodes, du Kwazulu Natal, de Western Cape et de South Africa.

3. L'Université de Cape Town a été fondée le 1^{er} octobre 1829. Budget : 1,15 milliard de dollars ; personnel : 2 510 ; nombre d'étudiants : 21 713 étudiants (dont 6 174 en troisième cycle). Elle comprend six facultés (sciences économiques, génie et environnement bâti, médecine, sciences humaines, droit, sciences) et compte deux prix Nobel de Médecine (Theiler en 1951, Mac Leod Cormack en 1979), un prix Nobel de Chimie (Klug en 1982), un prix Nobel de littérature (Coetzee en 2003). Le professeur Christian Barnard, célèbre pour avoir réalisé la première transplantation cardiaque, y enseigne.

Plus particulièrement, les universités sud-africaines occupent douze des vingt premières places, laissant des miettes aux universités traditionnelles égyptiennes que sont *Cairo University* (9^e), *American University* au Caire (10^e), *Ain Shams University* (11^e) et *Mansoura* (18^e), à l'université de Makerere en Ouganda (15^e), à *Al Akhawayn University Ifrane* au Maroc (19^e) et à *Kwame Nkrumah University* au Ghana (20^e).

LEÇONS À TIRER ?

Au-delà des lacunes méthodologiques que l'on peut reprocher au classement international ou continental des universités (Fert, 2008 ; Gingras, 2008), nous pensons que figurer sur une liste de classement international comme celle de *Webometrics Ranking of African Universities* est une excellente opération de marketing car cela assure une visibilité que visent toutes les universités qui cherchent une validation externe du contenu et de la qualité de leurs offres de formation et des résultats de leurs recherches.

Au vu des résultats globaux du *Webometrics Ranking of African Universities*, d'aucuns peuvent penser que les critères du classement privilégient les universités anglophones situées dans des pays riches. Pour leur gouverne, on pourrait leur avancer quatre raisons expliquant cette situation ; raisons qui devraient être vérifiées empiriquement.

Premièrement, la langue officielle de la recherche mondiale étant l'anglais, ce fait oblige tout chercheur à écrire en anglais pour pouvoir être publié ou indexé dans les revues prises en compte par le classement. Les données suggèrent une utilisation meilleure et plus profonde du Web par les universités anglophones, probablement liée aux avantages dus à l'emploi de l'anglais comme outil de communication.

Deuxièmement, héritée du système d'enseignement supérieur français, la structure des universités francophones d'Afrique de l'Ouest a gardé, en général, une certaine dispersion des organismes de recherche et donc un certain émiettement des chercheurs et des publications. Cette situation ne favorise pas leur classement devant des universités anglophones de grande taille dans lesquelles la recherche est d'habitude menée par une seule entité.

Troisièmement, les moyens dont disposent les universités anglophones sont sans commune mesure avec ceux des universités francophones, leur financement étant assuré pour un large part par des fondations abondées par le secteur privé⁴.

Quatrièmement, au niveau mondial, on notera qu'en janvier 2010, *Harvard University*, qui est la première université en Amérique, reste en tête de

4. Pour prendre un exemple, l'université de *Cape Town* (première université africaine) dispose d'un budget annuel de 1,15 milliard de dollars US pour 21 713 étudiants. Ce budget égale trente fois celui de l'UCAD qui compte près de 56 400 étudiants. Le 7 juin 2010, un dollar américain valait 548 F cfa.

toutes les universités ; que l'université de Cambridge, qui prend la tête en Europe, est au 27^e rang mondial ; que l'université de Tokyo, première en Asie, se classe au 38^e rang et que l'*Australian National University*, qui domine en Océanie, se situe à la 66^e place. La première université africaine, *Cape Town University*, se situe à la 356^e place sur cinq cents meilleures universités classées. On le voit, la grande absente reste l'Afrique, si l'on excepte la première puissance économique africaine qu'est l'Afrique du sud. Les universités africaines sont donc très distancées par leurs consœurs occidentales.

À quoi attribuer l'écart entre les universités africaines et les universités occidentales de classe mondiale ? Même s'il est difficile d'en déterminer les raisons avec exactitude, nous pouvons cependant émettre quelques hypothèses.

Est-ce la qualité des formations ? Il semble que non car les critères généralement retenus (qualité de l'éducation – des Lauréats du Prix Nobel et des médaillés Field –, qualité de la faculté – personnel « nobélisé » et médaillés Field, citation des chercheurs dans vingt-et-une catégories de sujet –, et enfin résultats de la recherche – indexés dans *Science Citation Index-Expanded* et *Social Science Citation Index* –, ne portent pas sur l'enseignement.

Est-ce l'indice d'un meilleur taux d'encadrement ? Les données ne montrent pas clairement que les universités qui ont le plus grand nombre de professeurs encadrant le moins grand nombre d'étudiants sont mieux classées que les autres. Par exemple, l'Université Cheikh Anta DIOP de Dakar, malgré un taux d'encadrement médiocre, est relativement bien classée au niveau africain (16^e rang) et n'a, somme toute, pas une place ridicule au niveau mondial (2 828^e sur 17 000).

Un meilleur classement traduit-il un meilleur financement ? Force est de constater qu'aucune université africaine ne figure dans le classement de Shanghai des cent meilleures universités au monde, qui fait office de référence. Les premières places de ce classement sont accaparées par les prestigieuses universités américaines. Faut-il y voir une corrélation entre moyens économiques et qualité de l'éducation ? Sans nul doute. Et le classement du *Webometrics Ranking* propre aux universités africaines le confirme, avec quatorze universités de la première puissance économique du continent, l'Afrique du Sud, parmi les vingt premières. Serait-ce un peu le jeu du « qui est le meilleur », le meilleur étant celui qui a le plus d'argent ? Si cela est vrai, comment expliquer que l'Université Omar Bongo du Gabon n'apparaisse pas dans le classement des cent premières africaines ? En effet, on se serait attendu à une meilleure performance, compte tenu de la supposée « richesse » du pays. Il serait intéressant d'approfondir ces questions.

Quelles que soient les explications qui seront finalement retenues ; on peut d'ores et déjà retenir que les résultats actuels des universités africaines signifieraient surtout que ces établissements ont beaucoup de progrès à faire en matière de qualité, de pertinence et de financement.

DÉFIS À RELEVER

Ces défis peuvent être relevés si, entre autres actions, les autorités des universités africaines s'évertuent à accroître la capacité de tous les Africains à faire face à la culture scientifique et technologique, s'efforcent de promouvoir tous les aspects du potentiel intellectuel humain et s'ingénient à renforcer l'assise financière des universités par l'identification et l'exploitation maximale de toutes les sources de financement possibles.

Les Africains doivent se rappeler que les meilleures universités savent d'une part associer l'excellence scientifique à la valorisation de cette excellence et d'autre part traduire en produits les résultats de leurs recherches. Les universités africaines devront prendre exemple sur elles en finançant plus généreusement leurs chercheurs et en prévoyant un dispositif de diffusion des publications ayant un statut de revue scientifique internationale. Il est également possible d'inciter les enseignants-chercheurs à tenter, de façon systématique, de publier dans des revues prestigieuses, ce qui rehausserait la visibilité des universités. À cet effet, les Africains et les entreprises, en général, et les *alumni*, en particulier, doivent les aider grâce à des financements multiples (dons, legs, etc.) au profit de leurs écoles doctorales ou de leur fondation.

Pour être plus novatrices et sensibles aux conditions changeantes du marché du travail (Baron, 2008), les universités africaines devront, dans les années à venir, se transformer en universités numériques de haut niveau appliquant un système bimodal (enseignement en présence et enseignement à distance) qui donnera aux jeunes un accès beaucoup plus large à un enseignement supérieur de qualité. Dans ce système, on veillera à recruter plus d'enseignants de qualité et à les amener, par l'information et la formation, à enseigner et à évaluer autrement.

Suivant cette ligne de pensée, les universités africaines mettraient l'accent sur les divers besoins d'apprentissage et de formation de la population étudiante et de l'économie africaine. En effet, les exigences d'efficacité externe et de compétitivité, auxquelles les universités africaines ne peuvent se soustraire, « entraînent la nécessité de concevoir les cursus de formation permettant aux étudiants de se positionner, dès leur sortie, comme des "offreurs de compétences" et non comme de simples demandeurs d'emploi » (CIRUSEF, 2008). En concentrant leurs efforts sur la communauté et l'économie locales (Salmi, 2009), les universités africaines pourraient amener un développement plus efficace et plus durable d'un continent noir émergent.

Il importe de souligner ici que, pour les universités africaines, progresser, avancer, se moderniser, c'est se donner le courage et les moyens de comparer leurs performances avec celles qui sont faites ailleurs, tout en gardant à l'esprit

que les moyens des unes et des autres ne sont pas toujours comparables. Toutes ces raisons autorisent à affirmer qu'à défaut d'être exempt d'approximations, le classement de *Webometrics* doit être le référent de tous ceux qui ambitionnent de voir y figurer, en première place, le nom des universités du continent noir au cours des prochaines décennies.

Il nous semble que pour espérer occuper, dans les années à venir, les premières places dans le *Webometrics Ranking*, il faudrait que les universités africaines, moteurs qui doivent propulser le développement social et économique du continent noir, continuassent et amplifiasent leur processus actuel de modernisation sereine, réaliste et réfléchi. Dans ce but, tout en cultivant l'excellence et la perfection, elles devront accroître leurs prestations de service à la communauté et développer, tous azimuts, des filières « professionnalisantes » et des activités de formation continue.

Dans la compétition continentale et internationale en recherche, les enseignants-chercheurs d'Afrique ont deux ou trois fois plus de charges d'enseignement que leurs collègues des très bonnes universités occidentales. Dans les domaines de recherche à technologie très lourde et sophistiquée, il est donc impossible à beaucoup d'enseignants-chercheurs africains de consacrer suffisamment de temps à leur travail de recherche, pour exploiter réellement leur talent et s'imposer dans la compétition mondiale. Il faut arriver à baisser, par exemple, le taux d'encadrement des universités africaines pour le conformer à celui des universités les mieux classées. À cet effet, il faut recruter plus d'enseignants de haut niveau qui n'établissent pas des programmes d'études basés principalement sur des cours et des conférences mais sur des discussions et des débats par groupe ; débats qui libèrent la réflexion et la pensée des étudiants africains devenus plus actifs, plus animés et plus dynamiques.

La réussite des universités africaines, dirigées par des autorités soucieuses de bonne gouvernance, passe par l'application de trois mesures prioritaires : la première, c'est de rechercher des ressources additionnelles tout en continuant à compter pleinement sur les ressources et le soutien accordés par les gouvernements ; la deuxième, c'est de développer en premier – car on ne peut exceller en toute chose – les disciplines scientifiques d'importance, dont l'ingénierie, l'informatique, le logiciel, la biologie, les sciences naturelles, ainsi que les sciences médicales et pharmaceutiques ; la troisième, c'est de construire des parcs technologiques au sein desquels des universités africaines possédant des infrastructures modernes établiraient des liens étroits et particuliers entre elles et les entreprises, car les universités de classe mondiale travaillent avec le monde des affaires.

BIBLIOGRAPHIE

AGUILLO I. F., ORTEGA J. L. et FERNANDEZ M. (2008) : « Le classement *Webometrics* des universités du monde : Introduction, méthodologie et développement futures » *L'enseignement supérieur en Europe. Les classements des universités : la recherche du prestige, d'une visibilité accrue et la mise en place de la qualité*. Paris : UNESCO/CEPES, vol. XXXIII, n° 2/3, p. 219-232. Téléchargé le 20 avril 2010, sur : www.cepes.ro/publications/pdf/hee_fre.../2-3fre_08.pdf/.

BARON J. (2008) : « Globalisation et universités. Nouvel espace, nouveaux acteurs ». (sous la dir. de G. Breton et de M. Lambert). *Altérités*, vol. 5, n° 1, p. 127-130.

BOUDIN J. (2008) : *Enseignement supérieur : le défi des classements*. Rapport d'information n° 442 (2007-2008). Paris : Délégation du Sénat pour la planification.

CIRUISEF (2008) : « Le Master scientifique ». « *La lettre de la CIRUISEF. Sciences et Francophonie* », n° 4, p. 1-8.

DIOP C. M. (2009) : « Un chercheur déplore le retard de l'Afrique ». *Afrique en ligne*. 29 juillet 2009. Téléchargé le 21 avril 2010 sur : <http://www.afriquejet.com/actualites/science/>.

FERT A. (2008) : « Comment le classement de Shanghai désavantage nos universités », *Le Monde*, 27 août 2008 (texte intégral). Téléchargé le 21 avril 2010, sur : fr.wikipedia.org/.../Mouvements_universitaires_de_2007-2009_en_France/.

GINGRAS Y. (2008) : « Le classement de Shangai n'est pas scientifique ». *La Recherche*. Téléchargé le 3 mai 2010 sur : <http://www.larecherche.fr/content/recherche/article?id=25327/>.

MANE D. (2008) : « Top 100 des universités africaines : L'Ucad classée 13^e ». Entretien avec A.K. Ndoeye, le directeur de l'Enseignement et de la réforme de l'UCAD publié le 30 août 2008 par le blog de N. A. Diongue. Téléchargé le 10 avril 2010 sur : <http://www.paperblog.fr/users/ndeyamy/>.

NDOYE A. K. (2009) : « Stratégie de mise en œuvre de la réforme LMD à l'Université Cheikh Anta diop de Dakar ». Charlier J.E., Croché S. et Ndoeye A.K. (édit.). *Les universités francophones africaines face au LMD : les effets du processus de Bologne sur l'enseignement supérieur au-delà des frontières de l'Europe*. Louvain-la-Neuve : Bruylant-Academia.

SALMI J. (2009) : « Les universités de "classe mondiale" sur la sellette ». Conférence de l'Unesco du 9 juillet 2009 publiée par EducPros.fr. Téléchargée le 10 mai 2010 sur : <http://www.educpros.fr/>.